



**EXTRAIT**  
du registre des Délibérations du Conseil Municipal  
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

**2021 - 139      DEPOTS SAUVAGES  
AMENDE ADMINISTRATIVE ET CONSIGNATION**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :  
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI  
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)  
Madame Myriam LAZREUG  
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)  
Monsieur Jean-Paul CAMERANO  
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY  
Madame Jocelyne BUSTAMENTE  
Madame Noura ADDAD  
Madame Magali CONESA  
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD  
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN  
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE  
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL  
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1<sup>ère</sup> Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2021 - 117      REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE**

DU 29 JUIN 2021

DEPOTS SAUVAGES  
AMENDE ADMINISTRATIVE ET CONSIGNATION

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

La présente délibération a pour objet de fixer, dans le cadre du pouvoir de police administrative spéciale de lutte contre les dépôts sauvages, le montant de l'amende administrative et de la consignation.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Brigade environnement	/	/

Monsieur Jean-Pierre BICAIL expose :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2, L 2212-2-1, L 2212-4, L 2224-13 et L 2224-17 ;

Vu le code pénal et notamment ses articles R 632-1, R634-2, R 635-8, et R 644-2 ;

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L 1311-1, L 1311-2, L 1312-1, et L 1312-2 ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 541-1 à L 541-6, L541-44 à L541-45 et L541-46 ;

Vu le règlement sanitaire départemental des Alpes-Maritimes en date de septembre 2003 ;

Considérant qu'il est fréquemment constaté que des dépôts sauvages et des déversements de déchets de toute nature portent atteinte à la salubrité et à l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de garantir la salubrité publique et la propreté de la commune et qu'à cet effet il est notamment mis à disposition des habitants un service régulier de collecte et d'élimination des ordures ménagères et assimilées ainsi que des encombrants ;

Considérant que les habitants disposent d'un service de collecte de leurs ordures ménagères et de leurs encombrants organisé par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, permettant de ramasser et trier leurs déchets :

- Collecte en porte à porte des ordures ménagères, du tri sélectif ;
- Collecte en points de regroupement de proximité pour les familles dont la collecte en porte à porte est impossible : pour les ordures ménagères, le tri sélectif et le verre ;
- Collecte en point d'apport volontaire pour les ordures ménagères, le tri sélectif, le papier, le verre et les vêtements ;
- 6 déchetteries de proximité avec possibilité de déposer gratuitement jusqu'à 3 tonnes de déchets : déchets verts, gravats, bois, fer, déchets électroniques et encombrants ;
- Collecte des encombrants sur demande

Considérant que les auteurs d'un dépôt sauvage de déchets sont passibles de poursuites pénales selon les articles :

- R632-1 du code pénal : contravention de 2<sup>ème</sup> classe pour le dépôt d'ordures aux emplacements désignés sans respecter les règles de collecte – Amende forfaitaire de 35 € ;
- R634-2 du code pénal : contravention de 4<sup>ème</sup> classe pour le dépôt ou l'abandon de déchets hors des emplacements prévus à cet effet – amende forfaitaire de 135 € ;
- R644-2 du code pénal : contravention de 4<sup>ème</sup> classe pour les dépôts entravant ou diminuant la circulation sur la voie publique – amende forfaitaire de 135 € ;
- R635-8 du code pénal : contravention de 5<sup>ème</sup> classe et peine complémentaire de confiscation de la chose ayant servi ou étant destinée à commettre l'infraction pour le dépôt d'une épave de voiture ou l'utilisation d'un véhicule pour le dépôt sauvage de déchets hors des emplacements désignés – Amende prononcée par le juge jusqu'à 1 500 € ;
- L541-46 du code de l'environnement : condamnation du fait d'abandonner, déposer ou faire déposer des déchets dans des dispositions contraires au code de l'environnement - amende prononcée par le juge de 75 000 €, majorée à 150 000 € si commis en bande organisée, et peine de 2 ans d'emprisonnement ;

Considérant que les articles L541-44 à L541-45 du code de l'environnement habilite les agents assermentés des collectivités territoriales à constater, en dressant un procès-verbal, les infractions relatives aux déchets prévues par le code pénal et le code de l'environnement ;

Considérant qu'il appartient au Maire, titulaire du pouvoir de police administrative spéciale de lutte contre les dépôts sauvages de déchets de condamner l'auteur des faits au paiement d'une amende administrative s'il ne procède pas à son élimination et de procéder à l'élimination des dépôts sauvages et des déchets aux frais du responsable, par la consignation entre les mains du comptable public d'une somme correspondant aux mesures prescrites ;

Considérant qu'il convient de fixer un forfait permettant de déterminer le montant de l'amende et du coût de l'enlèvement des dépôts sauvages de déchets aux frais du responsable lorsqu'il est opéré d'office dans les conditions précisées ci-dessus ;

Il est proposé de fixer le montant :

- De l'amende administrative à 200 €/m<sup>3</sup> de déchets à enlever ;
- De la somme à consigner entre les mains du comptable public pour procéder à l'élimination d'office du dépôt sauvage à 300 €, correspondant à 4 heures de travail en prenant en compte l'ensemble des frais de main d'œuvre, de transport et de matériel exposés et du coût induit par la désorganisation générée par l'intervention. Cette somme est majorée de 100 % les week-ends et jours fériés et de 15 € par tranche de 100 litres de déchets éliminés.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à ordonner aux agents municipaux assermentés de dresser les contraventions liées au non-respect des dispositions citées ci-dessus et les procès-verbaux constatant l'existence d'un dépôt sauvage de déchets ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à ordonner à l'encontre de toute personne responsable d'un dépôt sauvage de déchets le paiement d'une amende administrative d'un montant forfaitaire de 200 €/m<sup>3</sup> de déchets ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à faire consigner par le comptable public la somme nécessaire pour procéder à l'élimination d'office des dépôts sauvages en cas de mise en demeure infructueuse ;
- **FIXER** le montant de la consignation à :
  - Un forfait de 300 € correspondant à 4 heures de travail en prenant en compte l'ensemble des frais de main d'œuvre, de transport et de matériel exposés et du coût induit par la désorganisation générée par l'intervention,
  - Une majoration de 100 % les week-ends et jours fériés,
  - Une majoration de 15 € par tranche de 100 litres de déchets éliminés ;
- **DECIDER** que ces mesures prendront effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021 afin de garantir la diffusion de l'information auprès des administrés ;
- **DIRE** que les recettes seront inscrites au budget, chapitre et article concernés.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le ... 30 JUIN 2021  
suivent les signatures  
POUR EXTRAIT CONFORME  
Le Maire,

